

A Ecolo, "il faudra que quelque chose se passe"

■ Les verts francophones sont à nouveau face à des questions existentielles, ce mercredi.

Ecolo tiendra ce mercredi soir un important conseil de fédération. "C'est une assemblée où l'on fait l'analyse des résultats comme on en a après chaque élection, tempère un porte-parole du parti. Les membres auront l'occasion de s'exprimer." Sauf que, vu l'ampleur de la déroute essuyée le 25 mai dernier, cela risque de secouer.

La direction du parti veut être à l'écoute. Mais elle ne pourra pas rester muette. Les militants attendent une réaction. "Il faudra que quelque chose se passe, confie un des élus d'Ecolo. On ne peut pas rester sans rien faire. Mais attention, il ne faudra pas trainer le processus en longueur. Le monde ne cesse pas de tourner. Le travail dans les assemblées commencera rapidement. Ce qu'on entend sur l'indexation des salaires, sur Arcelor, sur la BNP mérite toute notre vigilance."

Les causes de l'échec devront être identifiées. Et les responsabilités dégagées. De quelle manière? Les deux coprésidents d'Ecolo devraient s'exprimer là-dessus. "Ils réservent leur discours aux militants", glisse-t-on. On en saura donc plus ce soir. Mais chacun s'attend à ce qu'Emily Hoyos et Olivier Deleuze avancent au moins un calendrier et une méthode de travail. Pour répondre à quatre grandes questions.

1 Le positionnement électoral. Selon une étude du Cevipol (Centre d'étude de la vie politique de l'ULB) reprise mardi

par "Le Soir", Ecolo a vu des voix partir aussi bien vers la droite que vers la gauche. Ce qui est le signe d'un positionnement flou, résultant d'un ratissage large lors de son dernier succès électoral de 2009. S'il veut se remplumer, il devra choisir vers où se profiler: vers le centre ou vers la gauche? A cet égard, les avis sont partagés. "Le à gauche toute n'a aucun sens, commente une candidate. A Bruxelles, le PTB a fait 3,8% des voix et le FDF, 14,8%. On voit bien où est le réservoir." Mais c'est une analyse qui vaut surtout à Bruxelles. En Wallonie, le PTB a fait davantage. Le choix sera complexe. Mais il devra être fait. "Notre message n'est plus assez lisible", regrette un militant.

2 L'ancrage. Ecolo est le seul parti traditionnel à connaître des variations aussi spectaculaires d'une élection à l'autre. L'explication? Un manque d'ancrage au niveau local et dans la société civile qui garantit une certaine fidélité de l'électorat. Malgré des progrès lors du dernier scrutin communal, Ecolo peine à s'implanter sur le terrain local. Et il ne dispose pas de relais solides dans le milieu associatif. Ce qui pose question. "Mais pourquoi donc, grogne un mandataire, nous n'avons pas pu profiter de notre présence dans les gouvernements pour nous créer un réseau et des relais dans la société civile." Le prochain scrutin, ce sera précisément l'élection communale, en 2018. "Nous avons quatre ans pour nous constituer des relais au niveau local, c'est LA priorité."

3 Le fonctionnement du parti. Pour certains, la démocratie interne est trop cadenassée. Elle avait été sérieusement repensée après 2003 car les débats internes alors mal contrôlés avaient nui à la participation gouvernementale. "Mais le balancier a été trop loin dans l'autre sens, commente une militante. Les nouvelles idées surgissent souvent de la confrontation. Il faudrait trouver un meilleur équilibre."

Il se chuchote, au sein même du parti, qu'Olivier Deleuze aurait fait part, avant le scrutin, de son intention de se concentrer sur son mandat de bourgmestre.

4 L'équipe dirigeante. Le duo présidentiel a-t-il encore la légitimité pour mener cette réforme? Pas sûr. Il se chuchote d'ailleurs, au sein même du parti, qu'Olivier Deleuze aurait fait part, avant le scrutin, de son intention de se concentrer sur son mandat de bourgmestre à Boitsfort. On pourrait dès lors imaginer un remake du scénario de 2003, lorsqu'Evelyn Huytebroeck, seule rescapée du secrétariat fédéral sortant après une débâcle semblable, avait constitué un ticket avec Jean-Michel Javaux. Emily Hoyos pourrait s'inspirer de cet exemple pour tenter de former une nouvelle équipe. Elle serait cependant alors obligée de chercher ce nouveau Jean-Michel Javaux à Bruxelles, puisqu'elle-même est Wallonne. Le nom du député Benoît Hellings circule. Mais c'est une pure hypothèse. "Ce n'est pas une question centrale", se désole un membre.

V.R.